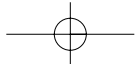
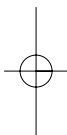


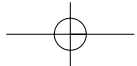
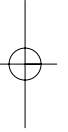
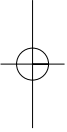


> RAPPORT ANNUEL 2004



OPTIMUM REASSURANCE INC.
La force de l'expertise







MESSAGE DE LA DIRECTION

INDUSTRIE

La demande des assureurs canadiens pour de la capacité de réassurance s'est maintenue en 2004. Les volumes de réassurance récurrente ont même légèrement augmenté l'an dernier, totalisant plus de 120 milliards de dollars en montant d'assurance. Ces volumes représentent, encore cette année, plus de 80 % des risques de mortalité souscrits sur des polices individuelles par les assureurs canadiens.

Optimum Réassurance a également vu ses volumes de nouvelles affaires croître substantiellement cette année pour atteindre près de 4 milliards de dollars.

L'industrie a donc su suppléer au départ de Employers Reassurance Corporation (ERC) à la fin de 2003. Par contre, la redistribution des volumes d'affaires auparavant réassurés par ERC a accru sensiblement la concentration des risques cédés auprès de certains réassureurs.

Le marché de la réassurance s'est consolidé davantage en 2004 avec l'absorption aux États-Unis de ING Re par Scottish Re et l'acquisition au Canada du portefeuille de Reliastar par Sun Life Re. Ce mouvement pourrait se poursuivre en 2005 surtout avec l'annonce par Met Life de la vente possible de RGA à la suite de l'acquisition de Travelers Life & Annuity.

Malgré une demande soutenue dans une industrie où l'offre est limitée, les tarifs de réassurance-vie n'ont pas augmenté en 2004. Ce fut par contre différent en assurance maladies redoutées où les coûts de réassurance ont connu une hausse substantielle.

Même si, de façon générale, les coûts de réassurance comme tels n'ont pas augmenté en 2004, l'offre de capacité s'adjoit aujourd'hui de conditions plus restrictives telles que capacité automatique réduite, autonomie de souscriptions réduite, contrôles de sélection plus sévères et exigences administratives accrues.

Au cours de la dernière décennie, on a vu les coûts de réassurance diminuer de façon soutenue et la proportion des risques cédés augmenter de 20 % à 80 %; cette évolution force les réassureurs à se rapprocher de la souscription et à s'assurer de la concordance entre les tarifs pratiqués et les risques souscrits. Ce phénomène, apparu d'abord dans le marché américain, s'installe au Canada et s'amplifiera dans le futur.

CAPITALISATION ACCRUE POUR OPTIMUM RÉASSURANCE

Optimum Réassurance célébrait son trentième anniversaire en tant que réassureur vie et santé au Canada en 2003.

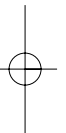
Afin de renforcer son rôle dans l'industrie comme seul réassureur professionnel canadien, Groupe Optimum Inc., compagnie mère de Optimum Réassurance, procédera au premier trimestre de 2005 à une injection de capital de 5 millions de dollars dans la Société.

Optimum Réassurance rencontre déjà largement les exigences des autorités fédérales et provinciales en matière de capital minimum requis.

Cette injection de capital a pour but premier de permettre à Optimum Réassurance d'accélérer sa croissance dans toutes ses lignes d'affaires tant individuelles vie et santé que collectives.

Le lecteur constatera d'ailleurs à la note 11 des états financiers ci-joints qu'une avance de 5 millions \$ a déjà été reçue par la société. La conversion de cette avance en capital requièrait qu'Optimum Réassurance obtienne la confirmation de la continuation de ses statuts sous la partie 1A de la *Loi sur les compagnies*. Cette confirmation a été reçue à la fin de 2004, mais trop tardivement pour procéder à l'injection de capital.

Grâce à cette augmentation de capital, Optimum Réassurance sera mieux positionnée pour répondre aux besoins accrus de diversification des cédantes tout en continuant d'offrir une gamme de produits et de services adaptés aux besoins changeants des assureurs canadiens.



RÉSULTATS 2004

Optimum Réassurance a connu une autre excellente année en 2004.

Les résultats après impôt montrent un bénéfice net de 3 millions \$, une légère baisse par rapport à 2003. Malgré cette baisse, nous avons réalisé un rendement sur le capital de 13,7%.

Nos primes totales sont de 119,7 millions \$, en hausse de 12% par rapport à 2003 si on exclut une prime unique reçue en 2003 pour la réassurance d'un portefeuille d'invalidités en vigueur. La croissance en réassurance individuelle a été de 8,3%, incluant une hausse de 47,1% en assurance-maladie individuelle, alors qu'elle a été de 20,8% en réassurance collective.

Nos actifs atteignent maintenant 244,3 millions \$, une hausse de 4,7% par rapport à l'an dernier, poursuivant la croissance des dernières années à ce chapitre.

Plus de 90% de nos placements sont investis en obligations, dont 88,5% en obligations gouvernementales ou garanties par les gouvernements et 11,5% en obligations corporatives.

La portion de nos actifs investis en actions de sociétés ouvertes représente 4,0% des placements en 2004 comparativement à 2,4% en 2003.

Finalement, les placements à court terme totalisaient 4,2 millions \$ à la fin de l'exercice, soit 2,0% des placements.

Une portion importante de nos actifs de longue durée est appariée à nos engagements à long terme et la valeur au marché de ces actifs est sensible aux variations de taux d'intérêt. La valeur au marché de nos placements excède la valeur aux livres de 24,7 millions \$, une augmentation de 11,8% par rapport à l'an dernier, et ce, malgré l'augmentation considérable des gains nets reportés sur aliénation de placements grâce à des gains réalisés de 7,5 millions \$ durant l'année. L'écart entre la valeur aux livres et la valeur au marché pourrait par contre s'amoinrir en 2005 si les taux d'intérêt subissaient une hausse.

L'avoir des actionnaires a pour sa part atteint 23,4 millions \$, en croissance de 5,1%. On notera à ce chapitre la forte diminution au poste de variation due au change étranger, provoquée par la baisse marquée du dollar américain en 2003 et 2004.

PERSPECTIVES 2005

Optimum Réassurance prévoit maintenir la croissance de ses nouvelles affaires individuelles en 2005. La conclusion de nouvelles ententes en 2004 suivie d'une activité importante de soumissions au début de 2005 nous permettent de l'anticiper. Les affaires collectives devraient également connaître une croissance appréciable grâce au taux élevé de renouvellement des affaires existantes, à la hausse des primes des produits liés à l'inflation des soins de santé et aux nouvelles affaires.

L'introduction de nouveaux produits individuels santé ainsi que collectifs à la fin de 2004 et au début de 2005 pourraient accélérer ces développements.

CONCLUSION

J'aimerais d'abord remercier tous nos clients, nouveaux et anciens, pour la confiance qu'ils nous témoignent.

Notre société est fière d'être un partenaire privilégié dans une industrie solide, saine et dynamique.

Je tiens également à féliciter tous nos employés pour leurs efforts et leur engagement à offrir un service hors pair à nos clients; notre succès en dépend.

Finalement, j'aimerais exprimer ma reconnaissance à tous les membres de notre conseil d'administration pour leur appui et leur participation active dans la saine gestion de notre société.

L'année 2004 a été porteuse d'excellents résultats et l'année 2005 s'annonce encore plus prometteuse.

Mario Georgiev
Président



ÉTAT NON CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

ÉTAT NON CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

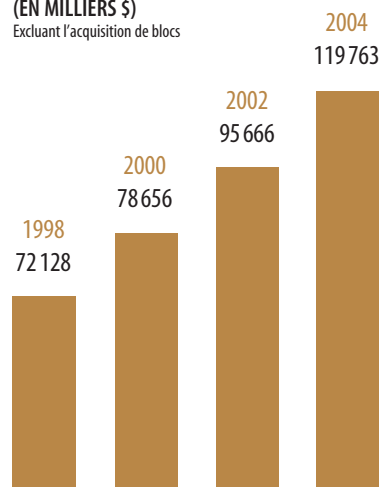
de l'exercice terminé le 31 décembre 2004

| | 2004 | 2003 |
|--|---------------------|---------------------|
| Produits | | |
| Primes souscrites et acceptées | 119 763 092 \$ | 116 140 062 \$ |
| Primes cédées | (77 162 690) | (75 888 754) |
| | 42 600 402 | 40 251 308 |
| Commissions et allocations nettes (note 9) | (1 076 625) | (769 068) |
| Revenus de placements, net (note 5) | 12 301 700 | 13 027 673 |
| Autres revenus | 83 812 | 85 871 |
| | 53 909 289 | 52 595 784 |
| Charges | | |
| Contractuelles | | |
| Prestations nettes (note 9) | 19 426 992 | 18 276 055 |
| Ajustement de coassurance modifiée (note 13) | 9 800 437 | 4 299 017 |
| (Diminution) Augmentation de la réserve actuarielle | (5 920 474) | 10 547 457 |
| Rachats (notes 9 et 16) | 7 048 412 | 524 636 |
| Intérêts aux contractants et aux assurés (note 9) | (2 621) | 59 032 |
| Participation bénéficiaire sur contrats individuels et collectifs | 8 219 304 | 4 407 480 |
| | 38 572 050 | 38 113 677 |
| Autres | | |
| Salaires et charges sociales | 4 026 253 | 3 695 266 |
| Frais administratifs | 7 133 119 | 5 981 017 |
| | 11 159 372 | 9 676 283 |
| | 49 731 422 | 47 789 960 |
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices | 4 177 867 | 4 805 824 |
| Impôts sur les bénéfices (note 14) | 1 128 778 | 1 640 083 |
| Bénéfice net | 3 049 089 \$ | 3 165 741 \$ |

Référence
Amortissement (note 15)

REVENU PRIMES BRUTES
(EN MILLIERS \$)

Excluant l'acquisition de blocs





BILAN NON CONSOLIDÉ

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de Optimum Réassurance inc.

Nous avons vérifié le bilan non consolidé de Optimum Réassurance inc. au 31 décembre 2004 et les états non consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme le mentionnent les notes 2 et 6, le placement dans la filiale est comptabilisé à la valeur de consolidation en conformité avec les exigences réglementaires. Selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, les comptes de la filiale doivent être consolidés. Si les comptes de la filiale avaient été consolidés, certains postes des états financiers ci-joints et l'information fournie dans certaines notes auraient été différents.

À notre avis, à l'exception du fait qu'ils sont non consolidés, comme le mentionne le paragraphe précédent, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2004 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.
Montréal, Canada

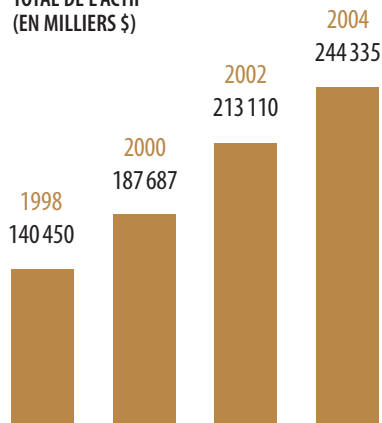
Comptables agréés
Le 10 février 2005

BILAN NON CONSOLIDÉ

au 31 décembre 2004

| | 2004 | 2003 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Actif | | |
| Placements (note 5) | | |
| Placements à court terme | 4 228 259 \$ | 7 450 065 \$ |
| Obligations | 190 465 266 | 179 474 583 |
| Actions de sociétés ouvertes et fonds de placements | 8 484 595 | 4 730 218 |
| Autres | 5 607 003 | 5 387 782 |
| | 208 785 123 | 197 042 648 |
| Placement dans une filiale (note 6) | | |
| | 3 225 571 | 3 382 650 |
| Encaisse | 1 886 648 | 1 686 789 |
| Revenus de placements échus et courus | 1 619 865 | 1 615 686 |
| Primes à recevoir des cédantes | 8 623 286 | 9 066 012 |
| Soldes à recevoir de cédantes et de réassureurs | 13 163 360 | 16 430 968 |
| Impôts sur les bénéfices à recevoir | — | 407 236 |
| Immobilisations (note 7) | 450 572 | 500 830 |
| Frais d'informatique reportés (note 8) | 6 435 921 | 3 027 445 |
| Sommes à recevoir de sociétés apparentées | — | 1 459 |
| Autres éléments d'actif | 144 704 | 139 672 |
| | 32 324 356 | 32 876 097 |
| | 244 335 050 \$ | 233 301 395 \$ |

TOTAL DE L'ACTIF (EN MILLIERS \$)



BILAN NON CONSOLIDÉ

RAPPORT DE
L'ACTUAIRE DÉSIGNÉAux titulaires de polices et aux actionnaires
de Optimum Réassurance inc.

J'ai évalué le passif des polices dans le bilan non consolidé de Optimum Réassurance inc. au 31 décembre 2004 et la variation s'y rapportant dans son état non consolidé des résultats pour l'année terminée à cette date conformément à la pratique actuarielle reconnue, notamment en procédant à la sélection d'hypothèses et de méthodes d'évaluation appropriées.

À mon avis, le montant du passif des polices constitue une provision appropriée à l'égard de la totalité des obligations envers les titulaires de polices. De plus, les résultats sont fidèlement présentés dans les états financiers non consolidés.

Harvey Campbell
Fellow, Institut Canadien des Actuaire
Montréal (Québec)
Le 10 février 2005

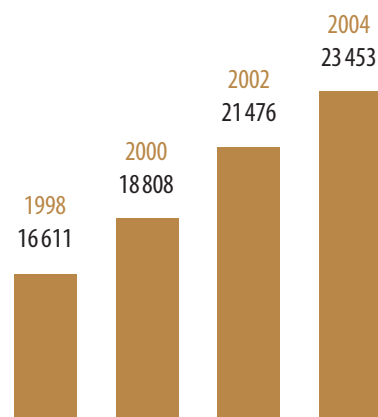
BILAN NON CONSOLIDÉ

au 31 décembre 2004

| | 2004 | 2003 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Passif | | |
| Engagements contractuels | | |
| Réserve actuarielle (note 10) | 148 729 116 \$ | 154 649 590 \$ |
| Provision pour sinistres en cours de règlement ou non rapportés | 14 458 088 | 16 142 591 |
| | 163 187 204 | 170 792 181 |
| Autres éléments de passif | | |
| Primes à payer aux réassureurs | 13 637 300 | 13 920 601 |
| Sommes à payer aux cédantes | 12 027 089 | 4 688 516 |
| Impôts sur les bénéfices à payer | 2 128 494 | — |
| Solde dû à des sociétés apparentées | 265 027 | 623 583 |
| Avance d'une société apparentée (note 11) | 5 000 000 | — |
| Autres éléments de passif | 1 458 413 | 560 015 |
| | 34 516 323 | 19 792 715 |
| Gains nets reportés sur aliénation de placements | 21 543 457 | 16 653 419 |
| Passif d'impôts futurs (note 14) | 1 635 076 | 3 755 215 |
| Capitaux propres | | |
| Capital-actions (note 12) | 10 170 000 | 10 170 000 |
| Surplus d'apport | 1 094 165 | 1 094 165 |
| Bénéfices non répartis | 13 061 867 | 11 662 778 |
| | 24 326 032 | 22 926 943 |
| Variation non réalisée du change étranger sur l'investissement dans une filiale (note 6) | (873 042) | (619 078) |
| | 23 452 990 | 22 307 865 |
| | 244 335 050 \$ | 233 301 395 \$ |

Au nom du conseil,

Gilles Blondeau, administrateur
Mario Georgiev, administrateur

CAPITAUX PROPRES
(EN MILLIERS \$)

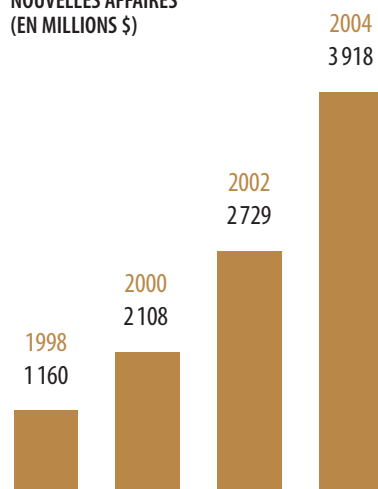
ÉTAT NON CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

ÉTAT NON CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

de l'exercice terminé le 31 décembre 2004

| | Réservé | Libre | 2004 Total | 2003 Total |
|--|---------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| Bénéfices non répartis au début | 9 074 260 \$ | 2 588 518 \$ | 11 662 778 \$ | 10 097 037 \$ |
| Bénéfice net | - | 3 049 089 | 3 049 089 | 3 165 741 |
| Virement (affectation) | (476 831) | 476 831 | - | - |
| | 8 597 429 | 6 114 438 | 14 711 867 | 13 262 778 |
| Dividendes | | | | |
| Actions ordinaires | - | (725 328) | (725 328) | (675 328) |
| Actions privilégiées | | | | |
| - catégorie A | - | (580 000) | (580 000) | (580 000) |
| - catégorie B | - | (344 672) | (344 672) | (344 672) |
| | - | (1 650 000) | (1 650 000) | (1 600 000) |
| Bénéfices non répartis à la fin | 8 597 429 \$ | 4 464 438 \$ | 13 061 867 \$ | 11 662 778 \$ |

Le surplus réservé est composé exclusivement d'une réserve actuarielle négative.

NOUVELLES AFFAIRES
(EN MILLIONS \$)

ÉTAT NON CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

ÉTAT NON CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice terminé le 31 décembre 2004

| | 2004 | 2003 |
|---|---------------------|---------------------|
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Bénéfice net | 3 049 089 \$ | 3 165 741 \$ |
| Ajustements pour: | | |
| Impôts futurs | (2 120 139) | 475 054 |
| (Diminution) Augmentation de la réserve actuarielle | (5 920 474) | 10 547 457 |
| Amortissement, net (note 15) | (3 925 263) | (3 740 537) |
| Participation dans les résultats d'une filiale | (96 885) | 8 021 |
| Participation dans les résultats d'une société en commandite | - | (43 027) |
| Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation | 12 148 923 | 4 352 251 |
| | 3 135 251 | 14 764 960 |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| Acquisition d'immobilisations | (101 525) | (102 279) |
| Augmentation des frais d'informatique reportés | (4 629 111) | (1 915 980) |
| Distribution de gain en capital sur placements | 134 786 | 84 792 |
| Acquisition de placements | (187 980 560) | (199 437 903) |
| Aliénation de placements | 186 291 018 | 188 481 543 |
| | (6 285 392) | (12 889 827) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | |
| Dividendes | (1 650 000) | (1 600 000) |
| Avance d'une société apparentée | 5 000 000 | - |
| | 3 350 000 | (1 600 000) |
| Augmentation nette de l'encaisse | 199 859 | 275 133 |
| Encaisse au début | 1 686 789 | 1 411 656 |
| Encaisse à la fin | 1 886 648 \$ | 1 686 789 \$ |
| Renseignements supplémentaires | | |
| Impôts sur les bénéfices payés | 713 187 \$ | 1 498 104 \$ |
| Intérêts payés | 41 781 | - |





NOTES COMPLÉMENTAIRES

De l'exercice terminé le 31 décembre 2004

1. DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

Au cours de l'exercice, la Société a modifié ses statuts constitutifs et, depuis le 23 décembre 2004, elle est régie par la Partie 1A de la *Loi sur les compagnies* et la *Loi sur les assurances du Québec*. Elle exerce principalement son activité en réassurance de personnes au Canada.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Présentation des états financiers non consolidés

Le règlement d'application de la *Loi sur les assurances* exige la préparation d'états financiers non consolidés. Les états financiers non consolidés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada à l'exception du fait qu'ils ne sont pas consolidés.

Le placement dans la filiale est comptabilisé à la valeur de consolidation. La filiale de la Société est une filiale en propriété exclusive. Des états financiers consolidés n'ont pas été préparés, car les actionnaires de la Société ont accès à toute l'information pertinente au sujet des ressources et des résultats d'exploitation de la Société et de sa filiale.

Obligations et placements à court terme

Les obligations et placements à court terme sont inscrits au coût ajusté de l'amortissement des primes et de l'escompte, selon la méthode de l'intérêt réel. Les gains et les pertes découlant de la vente d'obligations sont inscrits au poste « gains nets reportés sur l'aliénation de placements » et amortis aux opérations selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance des placements ainsi vendus, avec un maximum de 20 ans. Lorsque ceux-ci subissent une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value et cette baisse est immédiatement imputée aux résultats.

Actions de sociétés, fonds d'obligations et fonds d'actions

Les actions, les fonds d'obligations et les fonds d'actions sont inscrits à une valeur fondée sur la moyenne mobile des valeurs marchandes, c'est-à-dire que la valeur comptable est redressée à raison de 5 % par trimestre en fonction du cours du marché. Le redressement ainsi obtenu est porté à l'état des résultats. Les gains et les pertes, ainsi que les distributions de gains et pertes, découlant de la vente d'actions, de fonds d'obligations et de fonds d'actions sont inscrits au poste « gains nets reportés sur l'aliénation de placements » et imputés à l'état des résultats à raison de 15 % par année selon la méthode de l'amortissement dégressif. Lorsque ceux-ci subissent une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value et cette baisse est immédiatement imputée aux résultats.

Parts dans une société en commandite

Le placement dans une société en commandite est comptabilisé au coût ajusté de l'amortissement trimestriel de 5 % sur la valeur marchande à la fin de chaque trimestre. Le redressement ainsi obtenu est porté à l'état des résultats.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. L'amortissement des immobilisations est calculé sur la durée des baux ou selon les méthodes d'amortissement et les taux annuels suivants :

| | | |
|-------------------------|-----------|----------------|
| Mobilier de bureau | Dégressif | 20 % |
| Matériel de bureau | Linéaire | 3 ans |
| Améliorations locatives | Linéaire | durée des baux |
| Système téléphonique | Dégressif | 20 % |
| Génératrice | Linéaire | 20 ans |

Frais d'informatique reportés

Les frais d'informatique reportés représentent des frais d'analyse et de développement pour des logiciels. Ces frais sont amortis sur cinq ans selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les frais d'analyse et de développement pour des logiciels en développement ne sont amortis qu'à partir de la date de la mise en service.

Les frais d'informatique reportés sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Réserve actuarielle

La réserve actuarielle des contrats d'assurance et de rentes est inscrite d'après le rapport de l'actuaire désigné. La réserve actuarielle est calculée selon la méthode canadienne axée sur le bilan. Cette réserve doit assurer, avec les intérêts et les primes à venir, le paiement des engagements futurs de la Société envers les contractants.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés selon la méthode de l'actif et du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des écarts existant entre les valeurs comptable et fiscale des actifs et des passifs, et calculés d'après les lois fiscales et les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront à la date de résorption prévue des écarts. La charge ou l'économie d'impôts correspond à la somme des provisions constituées par la Société au titre des impôts exigibles et à la différence entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des actifs et passifs d'impôts futurs.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada oblige la direction à avoir recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif déclarés à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Devises étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits, les charges et les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur aux dates auxquelles les opérations ont été effectuées, ou lorsque les éléments d'actif ont été acquis ou les éléments de passif ont été engagés. Les gains et les pertes de change sont pris en compte dans le calcul du bénéfice net, sauf les gains ou les pertes sur conversion du placement dans une filiale qui sont enregistrés au poste « variation non réalisée du change étranger sur l'investissement dans une filiale ».

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer le risque de taux d'intérêt auquel s'exposent certains actifs spécifiques. Les instruments financiers dérivés sont inscrits au bilan à leur juste valeur et les gains et les pertes réalisés ou non réalisés sur de tels instruments sont portés directement à l'état des résultats. Les plus-values non réalisées ou les moins-values non réalisées sur les instruments financiers dérivés sont inscrits respectivement dans les autres éléments d'actif ou autres éléments de passif. La Société utilise exclusivement des contrats à terme sur obligations comme instruments financiers dérivés.



NOTES COMPLÉMENTAIRES

De l'exercice terminé le 31 décembre 2004

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Actions de sociétés, fonds d'obligations et fonds d'actions

Le 1^{er} janvier 2004, la Société a adopté, de façon prospective, les recommandations du Bureau du Surintendant des Institutions Financières (« BSIF ») dans le cadre de l'application de la méthode de la moyenne mobile des valeurs marchandes. Cette recommandation modifie le calcul de l'amortissement annuel au taux de 15 % par celui de l'amortissement trimestriel de 5 % basé sur l'écart entre les valeurs marchandes et les valeurs comptables ajustées, inscrites à la fin du trimestre précédent. Cette nouvelle mesure n'a pas eu d'effet significatif sur l'état des résultats de la Société.

4. RÔLE DE L'ACTUAIRE DÉSIGNÉ ET DES VÉRIFICATEURS EXTERNES

L'actuaire désigné est nommé par le conseil d'administration selon la *Loi sur les assurances du Québec*. La responsabilité de l'actuaire désigné est d'établir la réserve actuarielle annuellement selon les normes de l'Institut canadien des actuaires et selon les exigences de la *Loi sur les assurances du Québec*. Dans l'établissement des provisions techniques, l'actuaire désigné doit émettre des hypothèses quant aux taux d'intérêt futurs, taux de mortalité, taux de morbidité, taux d'inflation, terminaison des polices, dépenses et autres éventualités qui doivent être prises en considération. L'étendue de l'évaluation et l'opinion de l'actuaire désigné sont énoncées dans le rapport de l'actuaire désigné. L'actuaire doit analyser chaque année la situation financière de la Société et soumettre un rapport au conseil d'administration. L'analyse permet d'évaluer la suffisance du capital de la Société, et ce, en fonction de circonstances économiques et financières difficiles.

Les vérificateurs externes sont nommés par les actionnaires selon la *Loi sur les assurances du Québec*. Leur responsabilité est d'émettre une opinion attestant que les états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

En effectuant leur vérification, les vérificateurs utilisent le travail de l'actuaire désigné ainsi que le rapport de l'actuaire désigné sur les provisions techniques. L'étendue de la vérification et l'opinion du vérificateur sont énoncées dans le rapport des vérificateurs.

5. PLACEMENTS

Les valeurs comptables et les justes valeurs des placements au 31 décembre s'établissaient comme suit :

| | 2004 | | 2003 | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| Placements à court terme | 4 228 259 \$ | 4 228 293 \$ | 7 450 065 \$ | 7 450 065 \$ |
| Obligations | | | | |
| Fédéral | 4 480 930 | 4 498 231 | 7 628 346 | 7 643 227 |
| Provincial | 97 806 083 | 113 478 982 | 94 475 546 | 109 848 436 |
| Municipal | 25 587 257 | 25 949 185 | 23 559 624 | 23 935 338 |
| Sociétés d'État | 40 594 269 | 48 316 875 | 26 903 344 | 32 158 054 |
| Sociétés canadiennes | 21 996 727 | 22 531 333 | 26 907 723 | 27 751 131 |
| | 190 465 266 | 214 774 606 | 179 474 583 | 201 336 186 |
| Actions de sociétés ouvertes et fonds d'actions | | | | |
| Actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes | 924 158 | 899 356 | 1 983 743 | 2 072 720 |
| Actions ordinaires de sociétés ouvertes canadiennes | 7 396 751 | 7 829 376 | 2 486 022 | 2 497 258 |
| Fonds d'actions | 163 686 | 190 956 | 260 453 | 296 363 |
| | 8 484 595 | 8 919 688 | 4 730 218 | 4 866 341 |
| Autres | | | | |
| Parts dans une société en commandite | 1 963 752 | 1 956 883 | 2 065 258 | 2 065 258 |
| Avances sur polices | 228 494 | 228 494 | 248 983 | 248 983 |
| Fonds d'obligations | 3 414 757 | 3 407 044 | 3 073 541 | 3 165 686 |
| | 5 607 003 | 5 592 421 | 5 387 782 | 5 479 927 |
| | 208 785 123 \$ | 233 515 008 \$ | 197 042 648 \$ | 219 132 519 \$ |



NOTES COMPLÉMENTAIRES

De l'exercice terminé le 31 décembre 2004

5. PLACEMENTS (SUITE)

La juste valeur des obligations, des actions de sociétés ouvertes, des fonds d'actions, des contrats à terme, des placements à court terme et des fonds d'obligations est établie à l'aide des cours du marché. De l'avis de la direction, la juste valeur du placement dans la société en commandite se rapproche de la valeur aux livres.

Le poste « placements à court terme » est essentiellement composé de bons du Trésor et de papiers commerciaux.

Les postes « fonds d'actions » et « fonds d'obligations » sont essentiellement composés de parts de fonds administrés, gérés et distribués par des sociétés sous contrôle commun.

La Société investit selon la politique de placement établie par le comité de placements de la Société.

La Société a déposé auprès du fiduciaire des instruments financiers dérivés, des bons du Trésor d'une valeur de 850 000 \$ (aucun en 2003) et 912 564 \$ (aucun en 2003) d'encaisse en garantie de l'exécution des contrats d'instruments financiers dérivés.

Risque lié à la liquidité et aux taux d'intérêt

La répartition des échéances au 31 décembre 2004 se détaille comme suit :

| | Moins de 1 an | 1 an à moins de 5 ans | 5 ans à moins de 10 ans | 10 ans à moins de 20 ans | 20 ans et plus | Valeur comptable |
|----------------------|------------------|--------------------------|----------------------------|-----------------------------|-------------------|---------------------|
| Obligations | 11 684 630 \$ | 78 932 221 \$ | 13 724 770 \$ | 48 750 746 \$ | 37 372 899 \$ | 190 465 266 \$ |
| Total en pourcentage | 6% | 41% | 7% | 26% | 20% | 100% |

Le taux effectif des obligations est de 5,31% (5,55 % en 2003) et la durée du portefeuille est de 10,94 années (10,66 années en 2003). La majorité des actions privilégiées n'ont pas d'échéance spécifique.

Revenus de placements

| | 2004 | 2003 |
|---|----------------------|----------------------|
| Intérêts | 8 007 992 \$ | 8 134 310 \$ |
| Amortissement net de l'escompte/prime sur obligations | 2 618 202 | 2 241 660 |
| Dividendes | 296 633 | 603 982 |
| Amortissement des gains nets reportés sur l'aliénation de placements | 2 560 876 | 2 276 160 |
| Amortissement des gains et pertes non réalisés sur les actions, fonds d'actions et fonds d'obligations | 118 603 | 40 283 |
| Participation dans les résultats d'une société en commandite | – | 43 027 |
| Distribution de gain en capital sur placements détenus par la société en commandite | 281 386 | – |
| Participation dans les résultats d'une filiale | 96 885 | (8 021) |
| Moins-value non réalisée sur contrats à terme | (484 461) | – |
| Perte réalisée sur contrats à terme | (799 425) | – |
| | 12 696 691 | 13 331 401 |
| Charges | | |
| Frais afférents aux placements | 394 991 | 303 728 |
| Total des revenus de placements | 12 301 700 \$ | 13 027 673 \$ |



NOTES COMPLÉMENTAIRES

De l'exercice terminé le 31 décembre 2004

5. PLACEMENTS (SUITE)

Instruments financiers dérivés

La Société est un utilisateur de produits dérivés dans le cours normal de la gestion des risques de fluctuations des taux d'intérêt et des valeurs marchandes. Le tableau suivant présente le portefeuille d'instruments financiers dérivés et la juste valeur :

| | 2004 Contrats à terme sur obligations | 2003 |
|---|---|------|
| Montant nominal de référence selon l'échéance | | |
| 30 ans | 23 286 402 \$ | – \$ |
| 10 ans | 12 002 909 | – |
| | 35 289 311 \$ | – \$ |
| Juste valeur | (484 461) \$ | – \$ |

Ces contrats à terme viennent à échéance le 28 février 2005.

6. PLACEMENT DANS UNE FILIALE

Tel qu'indiqué à la note 2, le placement dans une filiale est comptabilisé à la valeur de consolidation en conformité avec les exigences réglementaires.

La Société n'a investi aucun nouveau capital en 2004 comme en 2003 dans sa filiale américaine, Optimum International (US) Inc. qui détient à 100 % une société d'assurance américaine, Windsor Life Insurance Company. Les états financiers consolidés condensés non vérifiés de la filiale dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada se présentaient comme suit au 31 décembre :

| | 2004 | 2003 |
|--|--------------|--------------|
| Actif | | |
| Placements | 2 877 455 \$ | 3 253 222 \$ |
| Encaisse | 423 289 | 136 354 |
| Actifs d'impôts futurs | 83 663 | 155 074 |
| Autres éléments d'actif | 309 821 | 718 810 |
| | 3 694 228 \$ | 4 263 460 \$ |
| Passif et capitaux propres | | |
| Réserve actuarielle | 125 816 \$ | 98 481 \$ |
| Autres éléments de passif | 321 128 | 757 509 |
| Gains nets reportés sur aliénation de placements | 21 713 | 24 820 |
| Capitaux propres | 3 225 571 | 3 382 650 |
| | 3 694 228 \$ | 4 263 460 \$ |
| Revenus | 688 776 \$ | 701 804 \$ |
| Dépenses | 526 557 | 720 339 |
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices | 162 219 | (18 535) |
| Impôts sur les bénéfices | 65 334 | (10 514) |
| Bénéfice net (perte nette) | 96 885 \$ | (8 021) \$ |
| La valeur de consolidation au 31 décembre se détaille comme suit : | | |
| | 2004 | 2003 |
| Prix d'acquisition | 940 000 \$ | 940 000 \$ |
| Injection de capital | 3 074 620 | 3 074 620 |
| | 4 014 620 | 4 014 620 |
| Participation dans les résultats de la filiale | 83 993 | (12 892) |
| Variation non réalisée du change étranger | (873 042) | (619 078) |
| | 3 225 571 \$ | 3 382 650 \$ |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

De l'exercice terminé le 31 décembre 2004

7. IMMOBILISATIONS

| | | | 2004 | 2003 |
|-------------------------|---------------------|----------------------|------------------------|------------------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette |
| Mobilier de bureau | 628 896 \$ | 427 135 \$ | 201 761 \$ | 202 808 \$ |
| Matériel de bureau | 295 903 | 220 630 | 75 273 | 75 354 |
| Améliorations locatives | 583 308 | 435 269 | 148 039 | 194 058 |
| Système téléphonique | 40 754 | 30 313 | 10 441 | 12 581 |
| Génératrice | 19 429 | 4 371 | 15 058 | 16 029 |
| | 1 568 290 \$ | 1 117 718 \$ | 450 572 \$ | 500 830 \$ |

8. FRAIS D'INFORMATIQUE REPORTÉS

| | 2004 | 2003 |
|-------------------------------|---------------------|---------------------|
| Coût | 6 415 316 \$ | 6 279 252 \$ |
| Amortissement cumulé | (5 618 353) | (4 397 718) |
| Logiciels en développement | 5 638 958 | 1 145 911 |
| Valeur comptable nette | 6 435 921 \$ | 3 027 445 \$ |

Aucun amortissement n'a été calculé sur les logiciels en développement.

La Société a radié un montant de 506 756 \$ représentant le solde non amorti des logiciels qui ne procureront plus d'avantage futur pour la Société.

9. RÉASSURANCE

La Société cède une partie de ses risques à des réassureurs. Les risques réassurés ne dégagent pas la Société de sa responsabilité envers les cédantes. Toutefois, ceci lui permet de récupérer des réassureurs une partie des prestations payées. La Société détermine sa rétention sur chaque risque assumé, soit en tranche fixe ou en quote-part pour chaque ligne d'affaires. La Société conserve ainsi au 31 décembre près de 25 % (23 % en 2003) des risques qu'elle assume.

La réassurance est cédée à un ensemble de réassureurs. Au 31 décembre, 46 % (41 % en 2003) de la réassurance était cédée auprès d'un même réassureur. Dans le but de réduire le risque y afférent, la Société évalue continuellement la solidité financière de ses réassureurs.

Les montants indiqués dans l'état des résultats sont nets des montants cédés aux réassureurs comme suit :

| | 2004 | 2003 |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Commissions et allocations | 30 931 555 \$ | 26 299 086 \$ |
| Prestations | 46 054 940 | 39 895 043 |
| Rachats | 7 122 821 | 8 443 390 |
| Intérêts aux contractants et assurés | 67 047 | 165 937 |

La Société détient au 31 décembre 2004 des lettres de crédit de réassureurs totalisant 500 000 \$ (500 000 \$ en 2003) en garantie des engagements des réassureurs.

10. RÉSERVE ACTUARIELLE

Nature du passif

La réserve actuarielle représente les montants qui, ajoutés aux primes et revenus de placements futurs, suffisent à régler le montant des prestations futures et des frais et taxes engagés sur les polices en vigueur. La réserve actuarielle est déterminée selon les pratiques actuarielles généralement reconnues et les normes établies par l'Institut canadien des actuaires.

La répartition par ligne d'affaires et l'augmentation de la réserve actuarielle se décomposent comme suit :

| | 2004 | | | 2003 | |
|--|-----------------------|----------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Réassurance acceptée | | | Total | Total |
| | Individuelle | Collective | Autre | Total | Total |
| Réserve actuarielle au début | 111 204 677 \$ | 41 594 777 \$ | 1 850 136 \$ | 154 649 590 \$ | 144 102 133 \$ |
| Changements découlant de nouvelles affaires | 6 671 074 | 346 794 | — | 7 017 868 | 11 286 013 |
| Changements annuels normaux | 1 471 490 | (6 852 014) | (55 038) | (5 435 562) | (738 556) |
| Changements découlant d'une reprise de réassurance | (7 502 780) | — | — | (7 502 780) | — |
| Réserve actuarielle à la fin | 111 844 461 \$ | 35 089 557 \$ | 1 795 098 \$ | 148 729 116 \$ | 154 649 590 \$ |

La Société ne ventile pas ses actifs par ligne d'affaires.



NOTES COMPLÉMENTAIRES

De l'exercice terminé le 31 décembre 2004

10. RÉSERVE ACTUARIELLE (SUITE)

Hypothèses

Le calcul de la réserve actuarielle exige des hypothèses relatives aux événements futurs qui donneront lieu à des paiements par la Société. Les hypothèses ont été établies selon les meilleures estimations à l'égard de la sinistralité, le rendement des investissements, les taux de résiliation des polices, le niveau des frais de gestion, l'inflation et l'impôt.

Chaque hypothèse est ensuite majorée par une marge pour écarts défavorables afin de reconnaître l'incertitude qui entoure les estimations des événements futurs et de créer une provision qui couvrirait une détérioration possible de l'expérience. Les paragraphes suivants décrivent la nature et les méthodes de détermination des hypothèses importantes.

i) Sinistralité

La Société effectue des études de mortalité et de morbidité sur une base régulière. Ces études comparent la sinistralité de la Société à celle des tables publiées par l'industrie. Les hypothèses de mortalité et de morbidité sont déterminées à partir de l'expérience de la Société combinée à celle de l'industrie sur des périodes de quelques années. Étant donné la taille de la Société et la nature aléatoire de la sinistralité, la Société peut par contre expérimenter une sinistralité différente de celle prévue dans une année donnée.

ii) Hypothèses économiques

La méthode canadienne axée sur le bilan exige la détermination d'un ensemble d'actifs qui seront suffisants sans être excessifs pour que, pendant la durée du passif, la Société puisse honorer les engagements qu'elle a pris dans le cadre de ses contrats d'assurance et payer les frais d'administration relatifs à ces contrats. La détermination de la suffisance de cet ensemble d'actifs nécessite des hypothèses quant :

- (i) aux flux monétaires de ces actifs;
- (ii) aux flux monétaires estimatifs des passifs en cours;
- (iii) à la politique de placement de la Société;
- (iv) aux risques de défaut sur les investissements détenus par la Société;
- (v) à un éventail de scénarios futurs des taux de réinvestissement.

Il y a plusieurs scénarios prescrits par l'Institut canadien des actuaires en plus des scénarios formulés par l'actuaire. La réserve actuarielle est basée sur les actifs requis dans le scénario le plus défavorable.

iii) Taux de résiliation des polices

Les assurés ont le droit d'arrêter le paiement des primes et ainsi provoquer une résiliation de leur police. Le taux de résiliation a un effet important sur le niveau des réserves de certains types de polices.

La Société effectue des études de taux de résiliation par catégorie de polices chaque année. L'hypothèse est établie selon les résultats de ces études. Pour certains types de polices où il y a peu ou pas d'expérience, la Société utilise des taux jugés conservateurs.

iv) Frais de gestion et inflation

Le calcul de la réserve actuarielle comprend une estimation des coûts liés à la gestion des contrats en vigueur. La Société effectue périodiquement une analyse de dépenses afin de déterminer les coûts courants de gestion. Les coûts sont projetés en tenant compte de l'évolution de l'en-vigueur et d'une estimation des taux futurs d'inflation. L'estimation des taux futurs d'inflation est liée directement à la projection des taux futurs de rendement.

Même si la Société a connu une amélioration soutenue de sa productivité au cours des années précédentes, aucune amélioration future de la productivité n'est projetée.

11. AVANCE D'UNE SOCIÉTÉ APPARENTÉE

| | 2004 | 2003 |
|--|--------------|------|
| Billet à payer à une société apparentée, taux d'intérêt de 2,5 %, remboursable le ou avant le 31 décembre 2005 | 5 000 000 \$ | — |

En vue d'une injection de capital de 5 000 000 \$ qui aura lieu en 2005, une société apparentée a avancé ladite somme en attente de l'approbation du changement de statuts tel que décrit à la note 1.

12. CAPITAL-ACTIONS

Le 23 décembre 2004, la Société a procédé à la refonte de son capital-actions privilégié de catégorie « B », à la modification et à la redésignation de son capital-actions autorisé et à la conversion de son capital-actions privilégié alors émis et payé en actions ordinaires de catégorie « A » nouvellement créées.

Autorisé, en nombre illimité

Actions ordinaires de catégorie « A », avec droit de vote, d'une valeur nominale de 100 \$ chacune

Actions ordinaires de catégorie « B », avec droit de vote, sans valeur nominale

Actions privilégiées de catégorie « P-A », 8 % sur le prix de rachat, non cumulatif, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 100 \$, rachetables au gré de la Société

| | 2004 | 2003 |
|---|----------------------|----------------------|
| Émis et payé | | |
| 101 700 actions ordinaires de catégorie « A » | 10 170 000 \$ | — \$ |
| 200 actions ordinaires, avec droit de vote, d'une valeur nominale de 100 \$ chacune | — | 20 000 |
| 72 500 actions privilégiées de catégorie « A » 8 % sur le prix de rachat, non cumulatif, sans droit de vote, rachetables au gré de la Société pour une somme égale à leur valeur nominale de 100 \$ | — | 7 250 000 |
| 43 084 actions privilégiées de catégorie « B » 8 % sur le prix de rachat, non cumulatif, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 67,31 \$, rachetables au gré de la Société pour une somme égale à 100 \$ | — | 2 900 000 |
| | 10 170 000 \$ | 10 170 000 \$ |

NOTES COMPLÉMENTAIRES

De l'exercice terminé le 31 décembre 2004

13. AJUSTEMENT DE COASSURANCE MODIFIÉE

La Société a des traités de coassurance modifiée avec des rétrocessionnaires. Selon ces traités, les rétrocessionnaires reçoivent leur quote-part de primes brutes comme en coassurance. Par contre, la Société maintient la totalité des réserves sur les polices réassurées. Les rétrocessionnaires doivent donc rembourser à la Société, pour la part qui leur est cédée, l'augmentation des réserves statutaires, déduction faite des fluctuations de certains autres éléments. L'ajustement de coassurance modifiée reflète la variation annuelle de ce poste. En 2004, la Société a procédé à une reprise de rétrocession occasionnant un ajustement de coassurance modifiée supplémentaire de 8184110\$ en contrepartie d'une prime unique présentée en réduction des primes cédées.

14. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge (l'économie) d'impôts sur les bénéfices de la Société pour l'exercice terminé se détaille comme suit :

| | 2004 | 2003 |
|-----------|---------------------|---------------------|
| Exigibles | 3 248 917 \$ | 1 165 029 \$ |
| Futurs | (2 120 139) | 475 054 |
| | 1 128 778 \$ | 1 640 083 \$ |

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui donnent lieu à des éléments importants des actifs et des passifs d'impôts futurs au 31 décembre sont présentées ci-dessous :

| | 2004 | 2003 |
|---|------------------|------------------|
| Actifs d'impôts futurs | | |
| Parts dans une société en commandite | 39 890 \$ | 17 173 \$ |
| Contrats à terme boursiers | 155 851 | — |
| Actions de sociétés ouvertes | 131 197 | — |
| Immobilisations | 8 859 | 9 386 |
| Provision pour sinistres en cours de règlement ou non rapportés | 61 009 | 52 928 |
| Gains nets reportés sur l'aliénation de placements | 3 449 035 | 1 448 152 |
| | 3 845 841 | 1 527 639 |

Passifs d'impôts futurs

| | | |
|-------------------------------|------------------|------------------|
| Fonds d'actions | 8 182 | 6 204 |
| Actions de sociétés ouvertes | — | 41 127 |
| Avances sur polices | 73 507 | 80 098 |
| Frais d'informatique reportés | 234 497 | 481 424 |
| Réserve actuarielle | 5 164 731 | 4 674 001 |
| | 5 480 917 | 5 282 854 |

Passifs d'impôts futurs, net

1 635 076 \$ **3 755 215 \$**

La charge (l'économie) d'impôts établie ci-dessus diffère du montant calculé en appliquant le taux d'imposition combiné fédéral et provincial prévu par la Loi au bénéfice avant impôts en raison des éléments suivants :

| | 2004 | 2003 |
|------------------------------------|---------------------|---------------------|
| Bénéfice avant impôts | 4 177 867 \$ | 4 805 824 \$ |
| Taux d'imposition prévu par la loi | 32,17 % | 34,30 % |
| Charge d'impôts prévue | 1 344 020 \$ | 1 648 398 \$ |

Ajustement apporté aux actifs et aux passifs d'impôts futurs par la suite de l'entrée en vigueur de modifications des lois fiscales et des taux d'imposition

| | | |
|---|----------|------------|
| | — \$ | 159 835 \$ |
| Revenu de dividendes déductibles | (67 833) | (200 250) |
| Participation dans les bénéfices d'une filiale | (31 168) | 2 751 |
| Éléments non déductibles à des fins fiscales | 16 783 | 18 404 |
| Impôts des grandes sociétés | — | 20 000 |
| Partie non imposable des pertes (gains) en capitaux | (45 261) | 6 421 |
| Autres | (87 763) | (15 476) |

1 128 778 \$ **1 640 083 \$**

Aucun impôt futur n'a été calculé sur l'écart temporaire créé par les bénéfices non distribués de la filiale puisque la Société estime que cet écart ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

De l'exercice terminé le 31 décembre 2004

15. INFORMATION SUR LES RÉSULTATS

Les éléments suivants sont comptabilisés à l'état des résultats :

| | 2004 | 2003 |
|---|-----------------------|-----------------------|
| Amortissement des immobilisations | 151 783 \$ | 145 106 \$ |
| Amortissement et radiation des frais d'informatique reportés | 1 220 635 | 672 460 |
| Amortissement de l'escompte/prime sur obligations | (2 618 202) | (2 241 660) |
| Amortissement des gains nets reportés sur l'aliénation de placements | (2 560 876) | (2 276 160) |
| Amortissement des gains/pertes non réalisés sur actions, fonds d'actions et fonds d'obligations | (118 603) | (40 283) |
| | (3 925 263) \$ | (3 740 537) \$ |

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'état des résultats comprend 2 675 480 \$ (4 307 395 \$ en 2003) de prestations nettes et 4 393 029 \$ (3 972 110 \$ en 2003) de charges dont 22 000 \$ (aucun en 2003) de revenus déduits pour la sous-location des locaux résultant d'opérations effectuées avec diverses sociétés apparentées. De plus, en 2003, l'état des résultats comprenait 100 335 \$ d'autres revenus et 2 944 100 \$ de primes souscrites provenant d'opérations avec des sociétés affiliées.

Une société apparentée a procédé, en 2004, au rachat d'un portefeuille réassuré auprès de la Société contre une somme nette de commission de 6 527 419 \$ incluse à la ligne Rachats à l'état non consolidé des résultats, résultant ainsi en une baisse de la réserve actuarielle.

Au cours de l'exercice, la Société a acquis des services informatiques d'une société apparentée, dont un montant de 1 917 996 \$ (1 149 041 \$ en 2003) a été comptabilisé dans les frais d'informatique reportés. Les actions de sociétés publiques incluent 1 655 066 \$ (965 160 \$ en 2003) d'une société apparentée avec une juste valeur de 1 714 620 \$ (636 300 \$ en 2003) dont 681 543 \$ (40 233 \$ en 2003) ont été acquis au cours de l'exercice.

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange établie et acceptée par les apparentés. Les sociétés apparentées présentées dans ces états financiers sont des sociétés sous contrôle commun.

17. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) La Société a souscrit à 1 200 parts d'une société en commandite pour un prix total de 3 000 000 \$. Un montant cumulatif de 2 830 883 \$ (2 625 000 \$ en 2003) y a été investi. Ce placement est présenté avec les autres placements.
- b) La Société est liée en vertu de contrats de location-exploitation pour des locaux représentant des engagements d'un montant de 2 475 348 \$. Ce montant exclut les frais d'exploitation qui sont établis en fonction des coûts réels encourus par le locateur et qui sont estimés à 215 000 \$ sur une base annuelle. La Société a, par la suite, conclu un contrat de sous-location avec une société apparentée pour un montant de 99 382 \$. Ce montant exclut les frais d'exploitation qui sont estimés à 28 000 \$ sur une base annuelle.

Les paiements minimaux exigibles requis pour les cinq prochains exercices, déduction faite des revenus de sous-location, s'établissent comme suit :

| | |
|------|------------|
| 2005 | 244 733 \$ |
| 2006 | 221 763 \$ |
| 2007 | 217 129 \$ |
| 2008 | 241 046 \$ |
| 2009 | 246 067 \$ |

- c) La Société bénéficie d'une marge de crédit de 400 000 \$ auprès d'une institution bancaire. Cette marge n'était pas utilisée au 31 décembre 2004.

18. RÉGIME DE RETRAITE

La Société contribue à un régime de retraite à cotisations déterminées. La Société verse des cotisations égales à celles requises par l'employé et les cotisations de l'exercice ont été de 117 593 \$ (105 560 \$ en 2003).

19. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

Outre la juste valeur des placements présentée à la note 5, les justes valeurs des actifs et passifs financiers correspondent approximativement à leur valeur comptable.

20. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice en cours.



DIRECTION

DIRECTION

Mario Georgiev
M.B.A., F.I.C.A., F.S.A.
Président

Claude Lamonde²
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-président exécutif

Jacques Ross
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-président principal, marketing

Diane Brûlé
B.Sc., B.A.A., F.L.M.I./M., A.L.H.C.
1^{re} Vice-présidente,
exploitation et développement des systèmes

Dominique Grégoire
CA
1^{re} Vice-présidente,
finances et administration

Laurent Lessard
A.S.A., A.L.H.C.
1^{er} Vice-président,
gestion des risques

Robert Desgroseilliers
A.S.A.
Vice-président,
audits et projets spéciaux

Odette Gauvreau
F.L.M.I., A.A.L.U.
Vice-présidente, tarification

Richard Houde
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-président, actuariat

Pierre Saddik
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-président,
développement collectif

François Sestier
M.D., Ph.D., F.A.C.C., A.B.I.M.
Vice-président et directeur médical

Anastasia Ammon
F.L.M.I., A.A.L.U., A.C.S.
Vice-présidente adjointe, tarification

Marc-André Melançon
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-président adjoint, R&D, santé

Guy Royer
A.A.L.U.
Vice-président adjoint, audits de tarification

Cathy Shum-Adams
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-présidente adjointe, service à la clientèle

Michel Simard
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-président adjoint, actuariat
Réassurance collective et santé

Pierre Vervais
F.L.M.I., A.L.H.C., A.C.S.
Vice-président adjoint, réclamations

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Gilles Blondeau^{1,2,4,5}
F.I.C.A., F.S.A.
Président du Conseil
Président du Conseil et chef de la direction
Groupe Optimum inc.

Henri Joli-Cœur^{2,5}
B.A., Adm.A., A.S.A.
Vice-président du Conseil
Vice-président, placements,
acquisitions et réassurance
Groupe Optimum inc.

Charles Belzil^{3,5}
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-président du Conseil
et Vice-président finances
Groupe Polycor International inc.

Ronald Blondeau¹
CA

Jacques M. Gagnon^{1,2}
M.Sc.C., PL.fin.
Président et chef de la direction
Groupe Fonds des Professionnels inc.

Mario Georgiev
M.B.A., F.I.C.A., F.S.A.
Président
Optimum Réassurance inc.

Jean-Claude Pagé^{2,5}
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-président du Conseil et Trésorier
Président et chef des opérations
Groupe Optimum inc.

Gaston Paradis^{3,5}
F.I.C.A.

Mark J. Oppenheim
MBA, CA

Yves Dugré⁴
M.D.
Président
Fédération des médecins
spécialistes du Québec

Jean-Luc Landry³
B.A., Économie

Pierre Bourgie⁴
Président et chef de la direction
Société Financière Bourgie

SECRÉTARIAT

Louis Fontaine
L.L.L., D.D.N.
Secrétaire

Ingrid Gendreau
B.C.L., LL.B.
Secrétaire adjointe

Gilles Demers²
B.A., LL.L.
Juriste-conseil

CONSULTANTS

Harvey Campbell
F.I.C.A., F.S.A.
Actuaire désigné

Gary Mooney
F.I.C.A., F.S.A.
Vice-président, développement
des affaires (Toronto)

CONSEILLERS MÉDICAUX

Zion Sasson
M.D., F.R.C.P.C. (Cardiologue)
Directeur médical (Toronto)

J.L. Guy Tremblay
M.D., F.R.C.P.C. (Cardiologue)
Directeur médical (Québec)

Rubin Becker
M.D., L.M.C.C., C.S.P.Q., F.R.C.P.C.
Consultant médical (Montréal)

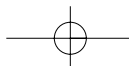
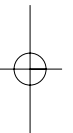
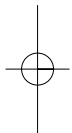
Hélène Boyer
M.D., A.C.L.S., L.M.C.C.
Consultante médicale (Montréal)

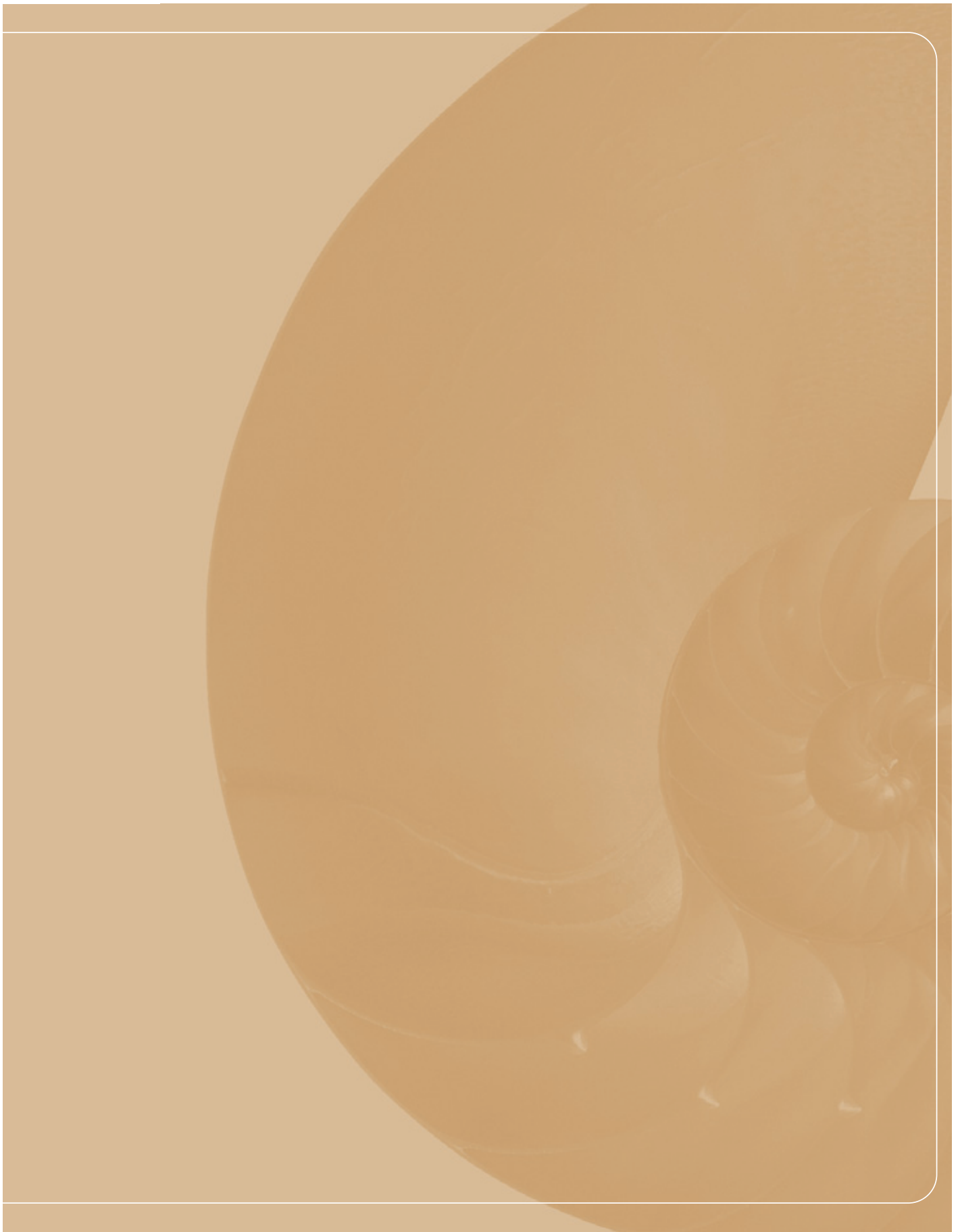
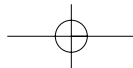
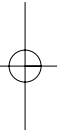
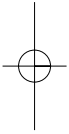
Peter Satok
B.Sc., M.D.
Consultant médical (Toronto)

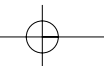
1. Membre du comité exécutif
2. Membre du comité de placements
3. Membre du comité de vérification
4. Membre du comité de déontologie
5. Membre du comité de gestion des risques

*To obtain an English copy of this Annual Report,
please address your request to :*

OPTIMUM REASSURANCE
425 de Maisonneuve Blvd. West
Suite 1200
Montréal, Québec H3A 3G5
Telephone : (514) 288-1900
Fax : (514) 288-8099







OPTIMUM REASSURANCE INC.

La force de l'expertise

SIÈGE SOCIAL

MONTREAL

425, boul. de Maisonneuve Ouest, bureau 1200
Montréal (Québec) H3A 3G5
Téléphone (514) 288-1900
Télécopieur (514) 288-8099

SUCCURSALES

TORONTO

1255 Bay Street, 9^e étage
Toronto (Ontario) M5R 2A9
Téléphone (416) 922-5000
Télécopieur (416) 920-0118

QUEBEC

250, avenue Grande-Allée Ouest, bureau 800
Québec (Québec) G1R 2H4
Téléphone (418) 524-7441
Télécopieur (418) 524-0858

